ASSEMBLÉE NATIONALE

7 avril 2023

MESURES POUR BÂTIR LA SOCIÉTÉ DU BIEN VIEILLIR EN FRANCE - (N° 1070)

Commission	
Gouvernement	

Tombé

AMENDEMENT

N° 923

présenté par

Mme Etienne, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Élisabeth Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terreiroir, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter

ARTICLE 10

Compléter cet article par la phrase suivante :

« Ce rapport évalue également le taux de non recours à l'aide sociale à l'hébergement en déterminant ses principales causes et en proposant des solutions pour le réduire. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, nous sollicitons un rapport évaluant le taux de non-recours à l'aide sociale à l'hébergement.

L'article 10 demande au gouvernement de dresser un rapport sur la mise en œuvre de l'aide sociale à l'hébergement, en oubliant de définir le taux et les causes du non-recours. Si le recouvrement sur succession est généralement cité comme l'une des premières causes du non recours, le manque d'information, la complexité administrative et la stigmatisation sociale sont également à prendre en compte. Il est essentiel de permettre à chacun de bénéficier des prestations qui lui reviennent de

droit, en améliorant la qualité et la quantité de l'information, et en accompagnant les (futurs) allocataires dans leurs démarches.